



HAL
open science

Deux ou trois choses dont je suis presque certain à propos des "gilets jaunes"

Laurent Mucchielli

► **To cite this version:**

Laurent Mucchielli. Deux ou trois choses dont je suis presque certain à propos des "gilets jaunes". 2018. halshs-02508100

HAL Id: halshs-02508100

<https://shs.hal.science/halshs-02508100>

Submitted on 13 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Deux ou trois choses dont je suis presque certain à propos des « gilets jaunes »

Laurent Mucchielli

Aix Marseille Univ, CNRS, LAMES, Aix-en-Provence, France



Laboratoire méditerranéen de sociologie
UMR 7305 - Aix Marseille Université - CNRS
Maison méditerranéenne des sciences de l'homme
5 rue du Château de l'Horloge, BP 647
13094 Aix-en-Provence
<http://lames.cnrs.fr>

Deux ou trois choses dont je suis presque certain à propos des « gilets jaunes »

4 décembre 2018

Laurent Mucchielli

Directeur de recherche au CNRS (Laboratoire méditerranéen de sociologie), Aix-Marseille Université (AMU)



Sur un rond-point, à Blois, le 24 novembre 2018. Guillaume Souvant/AFP

À la différence de la plupart des commentateurs que l'on peut entendre tous les jours donner leurs avis dans les médias, il est difficile pour un chercheur de s'exprimer sur un sujet sur lequel il n'a pas enquêté. L'enquête en sciences sociales n'a en effet pas grand-chose à voir avec les reportages télévisés que l'on peut voir ou revoir en quelques clics sur Internet, ni avec les verbatim rapportés ici et là par les journalistes et dont on ne peut pas présumer de la représentativité à l'échelle nationale, ni même à l'échelle locale d'ailleurs.

Plutôt que de se précipiter pour mettre des mots d'allure savante sur des choses mal connues, ou pour fournir des interprétations toutes faites informant davantage sur les représentations de leurs auteurs que sur la réalité qu'ils prétendent éclairer, je souhaite ici partager simplement quelques convictions tirées d'une expérience de sociologue ayant, dans un passé récent, travaillé sur diverses formes de violences sociales et politiques (notamment les émeutes), ainsi

que sur les stratégies sécuritaires (notamment le maintien de l'ordre) déployées à leur rencontre par les pouvoirs publics.

Mettre à distance la fascination-sidération-répulsion pour la violence

« La violence » n'est pas une catégorie d'analyse, ni un ensemble homogène de comportements. C'est une catégorie morale. La violence, c'est ce qui n'est pas bien. Dès lors, on comprend que le spectacle de la violence produise des effets de sidération-fascination-répulsion qui empêchent de penser. De fait, les analyses que l'on développe généralement à partir de là sont, en réalité, triviales, donc sans intérêt.

Qu'une partie des gens soient capables de comportements violents est trivial. Nous en sommes tous capables dans certaines circonstances. Et en l'occurrence, des circonstances sont réunies. Ce sont donc ces circonstances et non ces violences qu'il faut analyser.

Que dans des grandes manifestations organisées à Paris les samedis se greffent des petits groupes venant régler leurs comptes avec l'État (les [« casseurs »](#)) ou d'autres venant profiter du désordre pour se remplir les poches (les pillards) est trivial. Cela se produit presque toujours (rappelons que la loi « anti-casseur » date de 1970). Et cela reste marginal – n'en déplaise à celles et ceux qui aimeraient pouvoir distinguer les « bons manifestants » (traduisez : les gentils) des « mauvais manifestants » (traduisez : les méchants). Ce découpage manichéen est infantile.

Dans ce genre d'événements, les circonstances sont déterminantes et tel manifestant par ailleurs « bon père de famille » peut se retrouver en comparution immédiate pour avoir jeté un pavé sur des CRS alors qu'il n'était pas venu manifester pour ça et que c'est la première fois de sa vie que ça lui arrive (voir les articles sur les profils très divers des personnes présentées à la justice [à Paris](#) comme en [province](#)). D'où, d'ailleurs, l'importance des stratégies policières de maintien de l'ordre sur lesquelles on reviendra à la fin de ce texte.

Cette concentration des discours politiques et journalistiques (à quelques notables exceptions près) sur « la violence » est donc un obstacle – volontaire ou involontaire – à l'analyse de la situation. C'est le moyen de délégitimer globalement les manifestants. La chose est classique. Nous l'avons constaté à d'innombrables reprises dans le passé avec les émeutes de banlieue. Et c'est un peu la même chose qui se reproduit ici, avec pour principale différence le fait que les émeutiers viennent défier le pouvoir dans les beaux quartiers de la capitale plutôt que de s'autodétruire dans leur coin.

Surpolitisation, un premier écueil qui empêche de penser

Le succès du mouvement des gilets jaunes ne peut que susciter la convoitise dans l'univers de la compétition politico-électorale. Toutes ces tentatives pour récupérer à leur profit la colère qui s'exprime sont aisément repérables et doivent être écartées. Il est évident que la colère est spontanée, qu'elle est partie de dénonciations de la hausse du prix des carburants mises en ligne et propagées dans les réseaux sociaux par des personnes qui n'ont, à aucun moment, agi au nom d'un quelconque mouvement politique ni même d'une quelconque idéologie.

Pour les mêmes raisons, il faut écarter les discours de celles et ceux qui profitent de ces tentatives de récupération politique pour déconsidérer le mouvement. Du genre : « les gilets jaunes sont noyautés par l'extrême droite » (ou par l'extrême gauche). Ce mouvement est un mouvement populaire, au sens des classes populaires et des petites classes moyennes qui composent la majorité de la population (voir les [premiers éléments d'enquête de terrain de Benoît Coquard](#)).

Qu'une partie des personnes qui composent les gilets jaunes aient, par ailleurs voté, pour Marine Le Pen ou pour Jean-Luc Mélenchon à la dernière élection présidentielle est accessoire. Les plus précaires d'entre eux se sont, du reste, probablement plutôt abstenus. Rappelons, en effet, que l'[abstention au second tour en 2017](#), en moyenne de 25 % – ce qui était inédit sous la V^e République (de même que le nombre de votes blancs et nuls) –, a atteint 32 % chez les ouvriers, 34 % chez les personnes gagnant moins de 1 250 euros par mois et 35 % chez les chômeurs.

Second écueil à éviter : la dépolitisation

Après la surpolitisation, la dépolitisation. C'est sans doute une variante du même mépris de classe (en tous cas de la même distance sociale) qui fait dire à certains commentateurs que les gilets jaunes n'ont, au contraire, aucune conscience politique et rien d'autre à dire que « l'essence est devenue trop chère » (voir en ce sens la [première étude des contenus électroniques des sites des gilets jaunes](#)). Ce seraient simplement [des « Jacques » ou des « Poujadistes »](#).



À Frontignan (Hérault), le 3 décembre 2018. Pascal Guyot/AFP

De tels jugements, d'une part, mésestiment l'importance de ces variations de prix dans la vie quotidienne d'une partie de nos concitoyens, de même que l'importance pour eux de la voiture à la fois pour aller travailler en semaine et pour se promener en famille le week-end. D'autre part, ils mésestiment l'intérêt pour la chose politique qui habite la majorité de nos

concitoyens quand bien même ils n'ont pas toujours les facilités de langage ou la confiance en soi nécessaires pour s'exprimer devant une caméra de télévision ou prendre la parole dans une réunion publique.

Les [enquêtes d'opinion](#) indiquent régulièrement que le problème n'est pas l'absence d'idées politiques de nos concitoyens mais le décalage grandissant – pour ne pas dire le gouffre béant – qui sépare ces idées de la compétition électorale et de la gouvernance politique qui en résulte, donnant ainsi l'impression à la majorité de ces mêmes citoyens que les responsables politiques se moquent d'eux et que la démocratie ne fonctionne pas.

Le fait que les commentateurs du débat public – élus, journalistes de plateaux, chroniqueurs, « experts » invités – soient presque tous parisiens n'est pas insignifiant. Il contribue à expliquer la mésestimation du rôle global et du budget de la voiture dont on vient de parler. Mais il explique sans doute aussi la mésestimation du soutien que reçoit le mouvement des gilets jaunes dans la population. Les [sondages](#) sont certes clairs à ce sujet, mais le résultat d'un sondage reste une information en soi abstraite.

Pour qui circule tous les jours en voiture, et pâtit bien entendu de tous les bouchons occasionnés par les occupations de rond-point, le très large soutien dont bénéficient les gilets jaunes est une évidence concrète qui s'entend (par les coups de klaxon) et se voit (par la présence d'un gilet jaune posé derrière le pare-brise des voitures, les appels de phare et les saluts de la main donnés par les automobilistes au passage des barrages filtrants). À nouveau, [comme dans les émeutes](#), si seule une minorité agit, une majorité les approuve plus passivement. Et cette approbation joue un rôle très important dans le sentiment de légitimité morale que ressentent ceux qui agissent.

Prendre les citoyens au sérieux, replacer l'événement dans les structures

La colère des gilets jaunes doit donc être prise au sérieux. Et elle ne devrait pas surprendre. Elle s'inscrit en effet d'abord dans une évolution à la fois économique (le recul ou la stagnation du pouvoir d'achat), sociale (le creusement des inégalités, les difficultés du logement, de l'accès à l'université, la disparition des services publics de proximité...) et territoriale (le déclassement réel ou ressenti des habitants des périphéries, des périurbains et des ruraux), dont la situation dans les départements d'Outre-mer est comme un miroir grossissant.

La composition des gilets Jaunes n'est pas un hasard. Derrière la moyenne nationale de 14% de personnes en situation de pauvreté monétaire (près de 9 millions de Français vivent avec moins de 1 000 euros par mois), certaines catégories de la population sont beaucoup plus touchées par la pauvreté : les familles nombreuses et les familles monoparentales, les jeunes, les chômeurs, les travailleurs indépendants et les salariés en emplois précaires (voir le dernier numéro des Cahiers de l'ONPES).

Cette colère s'inscrit ensuite - et très explicitement (on voit que le slogan « Macron démission » fédère le mouvement) - dans une évolution politique qui est double puisqu'il s'agit à la fois du discrédit croissant des élites (tant politiques que [journalistiques](#) du reste) et de la crise de l'offre politique qui a abouti, en 2017, à un paroxysme dont on n'a peut-être pas assez réfléchi les conséquences.

Qu'Emmanuel Macron ait été élu [par défaut ou par un concours de circonstances](#) est une évidence que sa mise en scène d'un présidentielisme exacerbé ne rend que plus grotesque et énervante. Mais, au passage, les formations politiques classiques de gauche et de droite semblent avoir sombré durablement, et avec elles une partie de leurs relais syndicaux et associatifs. Du coup, la distance est maximale entre, d'une part, un pouvoir politique perçu comme l'appropriation des institutions par une petite élite parisienne de technocrates et de rentiers du monde économique et financier et, d'autre part, un « peuple » ou une « base » se retrouvant plus que jamais sans corps intermédiaires et sans médiation avec ce pouvoir politique.

Le désarroi des élus locaux – qui s'exprime notamment lors de leurs [congrès annuels](#) – est en ce sens révélateur et inquiétant. Il est du reste passé trop inaperçu, ou bien a été lui aussi trop vite ramené à de simples questions de fiscalité. [Qu'un maire sur deux déclare être à bout et ne pas vouloir se représenter](#) aux prochaines élections municipales, en 2020, est un fait qui peut également être pris comme un signal d'alarme.

Apaiser la colère plutôt que l'exacerber

Dans un tel contexte, la moindre des choses semble d'essayer d'apaiser la colère plutôt que de l'exacerber. Et de ce point de vue, même si les informations que l'on peut réunir à ce sujet sont partielles, deux choses semblent tout de même assez claires.



Le premier ministre, Édouard Philippe, le 4 décembre, à Paris. Ludovic Marin/AFP

La première est que le pouvoir politique serait bien avisé de donner à ses forces de maintien de l'ordre les mêmes consignes claires de retenue et de stratégie de désescalade que celles qu'il a manifestement données aux forces locales de police et de gendarmerie par le biais des préfetures. Le contraste est en effet saisissant entre l'inaction voire la relative bienveillance

des policiers et des gendarmes sur les ronds-points de nos villes et villages d'une part, et ce qui s'est passé ces deux derniers samedis à Paris.

Entendons-nous bien : que la situation soit particulièrement compliquée pour les forces de l'ordre à Paris est une évidence. Ils ont peu de renseignements en amont, doivent gérer des multitudes de petits groupes différents et en partie imprévisibles, interviennent sur des quartiers ouest-parisiens qui ne sont pas les lieux habituels des manifestations, redoutent à juste titre l'infiltration de « casseurs » et pillards... Mais la bonne réponse est-elle de tirer les premiers ?

Nombre de témoignages de gilets jaunes signalent que, samedi dernier, à Paris, ils ont été attaqués à la grenade lacrymogène par des policiers dès le début de la matinée, lors même qu'ils se rendaient tranquillement aux points de rassemblement validés par la préfecture de police. Cela s'appelle de la provocation. Et le résultat est nécessairement de mettre ces manifestants encore plus en colère, pour ne pas dire en rage.

Quelle est donc la stratégie ? La tenue à distance ou la provocation ? La canalisation ou la nasse ? Le contrôle ou la charge ? On aimerait le savoir, plutôt que d'entendre simplement les journalistes répercuter la fatigue et la souffrance (bien compréhensibles) des policiers. Comme d'habitude, on connaît bien le nombre de blessés parmi les forces de l'ordre, mais on s'attarde beaucoup moins sur celui des manifestants (qui n'ont pas de syndicats pour les recenser de façon exhaustive).

Pourtant, le nombre de grenades tirées est semble-t-il inédit ([14 000 en une seule journée selon l'AFP](#)), et on note que les CRS et les gendarmes mobiles continuent à faire un [usage extensif](#) des pistolets Flash-Ball et autres lanceurs de balles en caoutchouc dont la dangerosité et finalement l'inutilité sont reconnues non seulement par les chercheurs, mais aussi – et depuis plusieurs années – par le Défenseur des Droits (qui a clairement [demandé l'arrêt de leur usage dans les manifestations](#)), et même par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN, [dans son rapport de 2015](#)).

Samedi 1^{er} décembre, il est possible que, débordés le samedi précédent, CRS et gendarmes mobiles aient voulu au contraire faire une démonstration de force. Si une telle consigne avait été donnée politiquement, ce serait une faute. Et si une telle consigne n'avait pas été donnée politiquement, alors on peut se demander qui dirige la police ?

Enfin, une deuxième chose semble assez claire, c'est que le pouvoir politique ne doit pas attendre (espérer ?) un pourrissement de la situation pour faire la seule chose qui ramènera le calme et lui permettra de reprendre par la suite la main pour préparer plus sereinement l'indispensable transition écologique (qui n'en est hélas plus à deux mois près) : donner clairement raison aux gilets jaunes sur leurs revendications immédiates relatives au pouvoir d'achat.

[L'absence d'interlocuteurs organisés](#) ne peut pas être un prétexte et l'annonce de concertations à venir ne peut qu'être inaudible. Emmanuel Macron a sciemment personnalisé son pouvoir, il est peut-être temps pour lui de l'assumer jusqu'au bout en faisant un vrai *mea culpa* sur sa politique économique, fiscale et sociale.